

# LE PROCES : Méprisant et abject envers les salariés d'Air France

N° 33 - Roissy, 10/2016

Après le procès des 27 et 28 septembre derniers, **cinq de nos collègues sont menacés de deux à quatre mois de prison avec sursis**, les autres, poursuivis pour « *dégradation de la grille d'entrée* », pourraient être condamnés à payer **1.000 euros d'amende...** alors qu'Air France réclame 1 euro symbolique !!! Cela en ayant déjà retiré aux intéressés 15 jours de salaire chacun (mise à pied sans solde). Le jugement, en délibéré, sera connu le 30 novembre prochain.

Les plaidoiries des avocats d'Air France, au nombre de 12 (mieux qu'une équipe de foot !), ont débuté par la critique du Secrétaire Général de la CGT Air France qualifié de « pathétique ». Miguel Fortea aurait été incapable d'affirmer que les actes commis étaient « inacceptables et sans justification ». Pire encore, les avocats de la défense auraient fait des « déclarations hypocrites et sournoises qui expliquent que la violence physique répond à la violence sociale ».

Il s'en est suivi, au fur et à mesure des interventions de la partie adverse, des propos toujours plus méprisants et abjects envers les salariés d'Air France :

- « **voyous** », « **horde sauvage** », « **meute** », « **la bande des hyper protéinés** », « **salariés manipulés** », « **lynchage** », « **perroquets** », « **souvenirs d'une époque où des inscriptions étaient sur les vitrines** », « **violence haineuse** », « **violence immédiate et intense** », « **désinvolture vis-à-vis de la maltraitance faite aux cadres** », « **arguments de défense grotesques** », « **arguties qui ne valent rien** », « **des agresseurs qui souffrent du syndrome de Münchhausen telles les mères qui étouffent leurs enfants et les emmènent aux urgences** », « **des personnes qui génèrent un renversement complet des valeurs : on applaudit les coupables** », « **pour ne pas rougir devant la victime, l'agresseur va la tuer - Honoré de Balzac** », « **on ne nous fera pas croire que tout cela était spontané** », « **j'ai l'impression d'être dans une audience de petits voyous. Indécent** », « **images de guerre** », « **voir la CGT soutenir les prévenus est absolument hallucinant** »,...

Ce qui fut hallucinant pendant ces deux jours d'audience ne fut pas de voir la CGT défendre des salariés mais de constater que ce procès politique, d'une classe contre une autre classe, ne reposait sur aucun élément probant. **Pas de preuves, pas d'images pour corroborer les accusations.** Aucune image issue des nombreuses vidéos..., aucun des deux cadres ne peut reconnaître clairement qui seraient coupables tant la foule était dense et compacte.

Les 16, dont 15 CGT et 1 FO, ont été pris parmi les 3000 manifestants pour en faire des accusés condamnables.

En effet, à l'heure où l'action syndicale est tant criminalisée, les soldats du capitalisme ont un objectif : museler les révoltes, faire taire la colère qui monte dans le pays et les résistances qui s'amplifient, détruire la CGT pour mieux anéantir dans la foulée le contrat de travail. Le patronat voudrait pouvoir exploiter en toute impunité et sans contraintes légales les femmes et les hommes qui créent les richesses.

Priver du droit de manifester, priver du droit de revendiquer, priver du droit de ne pas se soumettre au diktat patronal, priver des protections juridiques, priver des acquis sociaux, voilà le leitmotiv à demi avoué d'une classe qui défend ses intérêts aux dépens de la vie de millions d'êtres humains.

Dans ce contexte, le recours à l'emprisonnement des militants devient un moyen de « dresser » le peuple. La prison pour ceux d'Air France, la prison pour les Goodyear, la prison pour les opposants à la loi Travail, la prison pour les dockers du Havre, la prison pour le brancardier de Vichy, la prison pour les lycéens, etc... mais pas de prison pour les patrons et les politiques voyous. Liberté pour Bolloré, pour Balkany, pour Sarkozy, pour Cahuzac & Co.

### La "violence sociale" peut-elle justifier la violence physique ?

Les avocats d'Air France se sont insurgés contre l'idée que *"la violence physique peut trouver sa justification lorsqu'elle répond à une violence sociale ou à une situation de désespoir"*.

Cette violence lui paraît d'autant moins excusable qu'Air France ***"n'est pas ce monstre insensible, composé de dirigeants froids et cruels, indifférents à la vie de ses 50.000 salariés"***.

Mais dans cette affaire, du côté des dirigeants d'AF personne ne semble s'inquiéter de la détresse, de l'angoisse, du stress, de la colère aussi de la très grande majorité des salariés(es) d'Air France qui ont subi ces dernières années : la suppression de plus de 10.000 emplois, le blocage de leurs salaires, la casse de leur Convention Collective, la dégradation considérable de leurs conditions de travail, les efforts continuels pour....finalement s'entendre menacer de 2.900 licenciements. **Les victimes d'injustice se trouvent plutôt de ce côté là !**

### Qu'on se le dise :

Pour anéantir ceux qui luttent, il faut décrédibiliser la CGT, la faire passer pour une organisation dépassée, un syndicat qui défendrait une classe qui n'existerait plus. Ainsi pour mener cette casse et favoriser l'adoption mécanique de l'idéologie dominante par les mots, les puissants du CAC 40 et des grandes entreprises se sont armés de vocabulaires :

- vous n'êtes plus « ouvrier » mais « agent »,
- vous n'êtes plus « travailleur » mais « salarié »,
- il n'y a plus de « classe dominante » mais « des décideurs »,
- il n'y a pas de « dumping social » mais de « la compétitivité »,
- les politiques « ne détruisent pas le droit social » mais « ils ont le courage de le réformer »,
- les « grèves » sont devenues des « grognes sociales »,
- les « syndicalistes » sont devenus « des partenaires sociaux »,
- les « collègues et la hiérarchie » sont devenus « des collaborateurs ».

Au final, au travers de l'affaire dite « de la chemise » qui a braqué l'attention de toute la France, et même au-delà, sur ce qu'il se passait à Air France, c'est notre mouvement qui a obligé à modifier, un peu, les rapports et les dialogues des dirigeants et surtout, c'est lui, qui a permis de retirer ce fameux plan B qui prévoyait de supprimer ces 2.900 emplois (dont nous avons tant besoin).

Quelles que soient les difficultés, rien ne nous détournera de la lutte pour plus de justice sociale, pour défendre nos emplois, ceux de la jeunesse et pour nos conditions de vie au travail.



# POUR TOUS : RELAXE !